

Présentation de vœux de nouvel an à
Monsieur le
Ministre de la Sécurité Intérieure et de la
Protection Civile

Réponse de Monsieur le Ministre de la
Sécurité Intérieure et de la Protection Civile

Bamako, le 08 janvier 2008

**Monsieur le Secrétaire Général,
Messieurs les membres du Cabinet et du
Secrétariat Général du Ministère de la Sécurité Intérieure et
de la Protection Civile,
Messieurs les chefs des services centraux,
Mes chers compagnons d'armes.**

Merci d'abord pour les bons vœux que vous venez de formuler à mon endroit et à l'endroit de ma famille, au nom de tous les personnels des forces de sécurité et de protection civile. Je vous formule, en retour, des vœux sincères de bonheur, de santé, de prospérité et de parfaite réussite dans toutes vos entreprises.

Merci aussi, Monsieur le Secrétaire Général, pour cette énumération élogieuse de tous les faits d'armes de nos forces au cours de l'année écoulée. Ces brillantes prestations sont à inscrire au registre de l'histoire de notre département ; c'est vous tous - et non ma modeste personne - qui m'avez justement valu, à moi-même et à nous tous, la confiance renouvelée de monsieur le Président de la République. C'est pourquoi il n'est plus question pour nous à quelque niveau que nous soyons de démeriter.

**Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames, Messieurs,**

Contrairement aux années précédentes, je m'efforcerai d'être le plus bref possible car tout a été déjà dit dans le brillant discours bilan que je viens d'écouter avec beaucoup d'intérêt. Aussi me limiterai-je à rappeler aux uns et aux autres le nouveau cadre d'orientation de nos actions dans les années à venir, cadre qui constituera désormais le socle de notre programme d'action au titre du présent quinquennat. Considérez donc que les propos qui vont suivre constituent, dans une certaine mesure, mon discours programme pour les années à venir.

Il n'est pas besoin de rappeler que le Président de la République a été élu à une très large majorité sur la base du Projet de Développement Economique et Social (PDES), lequel a en même temps servi de référence aussi bien à la feuille de route qu'il a adressée au Gouvernement qu'à la Déclaration de Politique Générale de Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement.

Mon propos, ici, est de rappeler les cinq idées force de ces documents, idées force à partir desquelles seront élaborés nos stratégies et nos plans d'actions au cours du présent quinquennat 2007-2012.

La première idée force pour nous, forces de sécurité et de protection civile, c'est la restauration de l'autorité de l'Etat par une application rigoureuse mais intelligente de la loi. Cela constitue en fait l'essentiel de nos attributions. Les pouvoirs publics attendent beaucoup de nous

dans ce domaine puisque la défiance manifeste du citoyen vis-à-vis de tous les représentants de la Puissance Publique irrite de plus en plus. Démocratie et droits de l'homme ne sont pas synonymes d'anarchie. Il nous appartient en conséquence de faire preuve de sursaut, dans la fermeté, mais dans le respect de la personne humaine.

La deuxième idée force, Mesdames et Messieurs, c'est la création d'un environnement de paix, de sécurité et de stabilité par le renforcement de la sécurité des personnes et des biens. A cet égard, il s'agit de renforcer les capacités des forces et d'adapter notre dispositif de couverture sécuritaire aux besoins de sécurité des différentes portions du territoire national. Monsieur le Secrétaire Général vient de s'appesantir longuement sur les avancées notables enregistrées par rapport à l'année 2006. Cette dynamique se maintiendra désormais, comme vous allez le constater dans nos projets pour l'année 2008.

Je tiens cependant à rappeler qu'il ne sert à rien d'investir des sommes colossales dans les infrastructures et les équipements si ceux-ci doivent se retrouver dans un état de dégradation totale en l'espace de quelques années. Je veux aborder par là l'épineux problème du suivi du matériel qui prévaut dans tous nos services. Il est inimaginable que, dans le contexte actuel de la modernisation de notre administration, la comptabilité-matières ne soit pratiquée dans aucune de nos unités.

La troisième idée force, c'est l'application, par le Gouvernement, du plan d'action issu des Etats Généraux de la Sécurité et de la Paix.

Il n'est pas besoin de vous rappeler qu'à la suite des Etats Généraux de la Sécurité et de la Paix tenus en novembre 2005, notre département a engagé une série de réformes dont les plus importantes sont l'élaboration d'un document cadre de politique nationale de sécurité et d'un plan d'action 2007-2012. Ces deux documents sont actuellement à l'étude dans le circuit du travail gouvernemental. Il ne reste plus qu'à les actualiser par rapport aux objectifs du PDES. Avant même la finalisation desdits documents, Monsieur le Président de la République a instruit le Gouvernement de mettre en application le nouveau plan d'action, tout comme il a profité de toutes les tribunes pour prescrire au Gouvernement d'appliquer les recommandations des Etats Généraux.

La quatrième et non moins importante idée force, c'est de faire de notre pays un modèle de bonne gouvernance par le renouveau de l'action publique.

Le renouveau de l'action publique, c'est d'abord l'introduction, dans notre administration, d'un nouvel état d'esprit, un choix judicieux des hommes et des femmes, la responsabilisation des cadres à tous les niveaux, la compétence, l'intégrité morale, le sens des responsabilités, le développement du dialogue social.

C'est aussi la récompense du mérite et la sanction de la faute.

C'est également une administration soucieuse du bon usage des ressources publiques.

C'est enfin l'intensification de la lutte contre la corruption.

La gouvernance de la sécurité tient une large place dans la gouvernance globale. C'est pourquoi notre département vient d'adopter, en partenariat avec le PNUD et d'autres partenaires stratégiques, un programme, sur trois ans, de gouvernance partagée de la sécurité et de la Paix pour un montant d'environ deux milliards de francs CFA dont plus de la moitié est déjà mobilisé.

La cinquième et dernière idée force du PDES, c'est la prise de mesures urgentes pour juguler l'insécurité routière. Vous venez de reconnaître tout de suite, Monsieur le Secrétaire Général, que beaucoup reste à faire dans ce domaine, malgré tous les efforts déployés récemment par nous – mêmes et tous ceux qui sont impliqués dans la gestion de la sécurité routière. Il s'agit à présent de passer du discours à l'acte. J'engage chacun de vous, particulièrement les forces de police et de gendarmerie, à faire observer la loi dans toute sa rigueur et à sévir avec discernement, au besoin en présentant les auteurs des fautes devant les tribunaux, parallèlement aux campagnes de sensibilisation et de mise en garde, en ayant présent à l'esprit que les poursuites ne se limitent pas à la seule verbalisation des délinquants.

La semaine de la sécurité routière vient de s'achever ; pour lier le geste à la parole, Monsieur le Président de la République a tenu à être personnellement présent à la cérémonie de clôture. Son message n'a jamais varié en la matière : Il faut réduire les cas d'accidents. Trop c'est trop.

Vous comprendrez dès lors, **Mesdames et Messieurs**, les contours généraux des responsabilités qui nous attendent dans les cinq années à venir. Ces responsabilités ne sont point au-dessus de nos capacités, bien au contraire. Elles exigent cependant plus de don de soi et une meilleure prise de conscience de nos attitudes et comportements. Je sais pouvoir compter sur chacun de vous, à quelque niveau que vous soyez placé, comme vous m'en avez toujours donné la preuve. L'entreprise est exaltante car il s'agit de **gouverner autrement en exploitant notre riche potentiel humain et en corrigeant nos faiblesses**. Vous avez su répondre jusqu'ici à tous les grands rendez-vous de l'histoire de notre pays ; j'ai la conviction que vous le ferez davantage dans un environnement de plus en plus contraignant à maints égards.

Mesdames, Messieurs,

La sécurité, c'est avant tout le résultat de sacrifices librement consentis pour minimiser ou annihiler les risques qui jalonnent la vie en société. Acteurs de la garantie des droits fondamentaux de la personne humaine – droit à la vie et à l'intégrité de sa personne, liberté d'aller et de venir pour ne citer que ceux-là – votre noble mission requiert beaucoup de sacrifices, de tolérance, de discernement et

d'équité. Soyez à la hauteur de ces vertus pour me faciliter la tâche de préservation et de protection de vos droits.

J'ai également pleinement conscience de l'impérieuse nécessité de renforcer vos capacités : Monsieur le Secrétaire Général vient d'énumérer la série d'efforts consentis par l'Etat pour vous assurer un minimum de conditions de travail, dans un contexte où tout est urgent au niveau de l'Etat. Ces efforts vont être davantage renforcés au cours de l'année 2008. Ainsi :

- **Dans le cadre des ressources humaines**, les recrutements dans les différents corps de sécurité atteindront le niveau jamais égalé de 2.450 agents, toutes catégories confondues, contre 1600 en 2007, soit une progression de plus de 53 %. Les quotas de recrutement à la Gendarmerie Nationale et à la Garde Nationale auront plus que doublé par rapport à l'année 2006, passant chacun de 300 à 750. Celui de la Protection Civile passera de 250 à 300 tandis que celui de la Police Nationale restera stationnaire en raison des chiffres des années précédentes.

Notre ambition, **Mesdames et Messieurs**, est de nous acheminer lentement, mais sûrement, vers les ratios internationalement reconnus de couverture sécuritaire.

- **Dans le domaine de l'équipement des forces**, deux milliards de francs CFA seront encore investis dans l'achat de moyens d'intervention et d'équipements divers.

- **En matière d'infrastructures**, si le coût des investissements s'est chiffré à un peu moins de trois milliards en 2007, ils atteindront le chiffre record de 5.505.000.000 francs CFA en 2008, soit une augmentation de près de 70% par rapport à l'année précédente.

Ces montants permettront la réalisation d'infrastructures dans plusieurs unités de la Police, de la Gendarmerie, de la Garde Nationale et de la Protection Civile.

Monsieur le Secrétaire Général

Mesdames, messieurs,

Je voudrais, avant de terminer, vous réitérer une fois de plus ma confiance et vous assurer de tout mon soutien dans les moments difficiles qui jalonneront votre mission. Encore une fois bonne et heureuse année à toutes et à tous ainsi qu'à vos familles.

Je vous remercie